

Sauver la paix au Sud-Soudan



Survivants d'une attaque à Duk Padiet, dans l'état du Jonglei. © Tim McKulka, 22 septembre 2009

L'avenir du Soudan se joue en grande partie dans les 12 prochains mois. Au moment où le pays s'apprête à célébrer le cinquième anniversaire de la signature de l'accord de paix global de 2005 qui a mis un terme à une guerre civile dévastatrice, le Sud-Soudan est à nouveau le théâtre de violences extrêmes. En 2009, quelque 2 500 personnes ont été tuées et 350 000 ont fui leur foyer. Avec les événements phares qui s'annoncent (élections et référendum), la paix reste fragile et l'on risque d'assister à une escalade de la violence à défaut d'une implication urgente de la communauté internationale.

Le Sud-Soudan est l'une des régions les moins développées au monde. Combinée à une capacité limitée de l'état et des organisations humanitaires à répondre aux situations d'urgence et à promouvoir le développement, la pauvreté exacerbe la probabilité d'un regain de violence.

La population du Sud-Soudan a fait preuve d'une résilience extraordinaire pour traverser plusieurs décennies de guerre. Pour qu'elle croie en l'avenir, il est urgent de prendre des mesures en faveur du développement et de la protéger de la violence. Le Soudan est actuellement confronté à un enchevêtrement d'obstacles, mais ceux-ci peuvent être levés si la communauté internationale agit maintenant.



Résumé

Le Soudan est à la veille de décisions historiques et l'avenir du plus grand pays d'Afrique pourrait se jouer dans les 12 prochains mois.

En janvier 2005, la signature de l'accord de paix global (CPA, Comprehensive Peace Agreement) augurait une nouvelle ère d'espoir. Cet accord entre le gouvernement de Khartoum et le SPLM/A (Mouvement/ Armée de libération du peuple soudanais) a mis un terme à une guerre civile dévastatrice ayant fait quelque deux millions de morts et quatre millions de déplacés. Le CPA a apporté au Sud-Soudan des avantages considérables (bien que fragiles), notamment la création du gouvernement semi-autonome du Sud-Soudan (GoSS, Government of Southern Sudan), un renforcement important de la sécurité dans certaines régions, le retour d'un grand nombre de personnes déplacées et de réfugiés dans leur foyer et le développement du commerce et des marchés locaux.

Cinq ans plus tard, l'accord de paix est très fragilisé et la région connaît un regain de violence. La situation humanitaire, déjà l'une des plus complexes au monde, se dégrade. Aux yeux de la plupart des citoyens ordinaires du Sud-Soudan, aucun développement significatif n'a été constaté suite au conflit.

Des civils en danger

L'année 2009 s'est révélée particulièrement violente pour les populations du Sud-Soudan : plus de 2 500 personnes ont été tuées et 350 000 ont dû fuir leur foyer. Ce bilan est encore plus catastrophique que celui signalé au Darfour, cette région de l'Ouest du Soudan frappée par un autre conflit plus médiatisé où la situation humanitaire est également très préoccupante. La violence s'exprime principalement dans les zones rurales reculées où les communautés sont souvent les plus pauvres et les plus difficiles à atteindre. La plupart des victimes sont des femmes et des enfants. Lors d'une attaque dans un village de l'état du Jonglei en août 2009, 161 personnes ont été tuées, principalement des femmes et des enfants.¹

Cette violence émane de sources multiples et qui parfois se superposent. Les tensions entre le nord et le sud du pays, y compris après la signature du CPA, ont provoqué des affrontements au sein même des régiments militaires nord-sud. Les litiges concernant les ressources naturelles et la possession généralisée d'armes légères alimentent la violence entre les différentes tribus du Sud-Soudan. La région continue de subir les attaques dévastatrices de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA, Lord's Resistance Army), un groupe

¹ Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies au Soudan, 21 octobre 2009, p.1. (dernière visite en novembre 2009).

rebelle connu pour sa brutalité, originaire du nord de l'Ouganda.

Malgré les actions menées par le GoSS pour désarmer les civils et mettre en place une nouvelle police, et malgré la création de la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) dont l'un des objectifs est de protéger les civils, la sécurité des citoyens ordinaires du Sud-Soudan continue d'être menacée au quotidien. Cette mission des Nations Unies pour le maintien de la paix et les autorités gouvernementales doivent agir urgemment pour protéger les civils de la violence.

Répondre aux besoins humanitaires cruciaux

L'insécurité, conjuguée à des précipitations erratiques en 2009, a considérablement aggravé la situation humanitaire. Abandon des cultures, destruction des moyens de subsistance, arrêt d'activités cruciales pour le développement ... tous ces facteurs entretiennent le risque de voir les épisodes de violence s'intensifier.

En raison des distances considérables et du manque d'infrastructure, la capacité des organisations humanitaires à atteindre les populations démunies au Sud-Soudan s'est toujours révélée très complexe. La région compte moins de 50 km de routes goudronnées, concentrées autour de la capitale, Juba. Lors de la longue saison des pluies, de nombreuses zones rurales restent inaccessibles par la route ou par les airs pendant plusieurs semaines. La montée de la violence restreint encore davantage cet accès.

L'aptitude des organisations internationales, des autorités locales et de la société civile à se préparer et à répondre aux urgences doit être renforcée, notamment en améliorant l'accès à ces zones isolées et en cartographiant mieux les risques. Cela ne doit toutefois pas accaparer les ressources au détriment de la promotion du développement au Sud-Soudan, tout aussi essentielle.

Le développement : une nécessité absolue

La confiance populaire entourant le CPA a été fortement compromise par la récente remontée de l'insécurité, combinée à une lente mise en place des « dividendes de la paix », regroupant des services de base comme l'eau et la santé, des activités de subsistance et des infrastructures.

Au Sud-Soudan, un territoire de la taille de la France, l'ampleur des besoins est extrêmement difficile à concevoir. Les indicateurs du développement humain sont tout au bas de l'échelle. Moins de la moitié de la population a accès à de l'eau potable. Au Sud-Soudan, une femme enceinte à plus de risques de mourir suite à des complications liées à sa

grossesse que partout ailleurs dans le monde. Un enfant sur sept décède avant son cinquième anniversaire. Près de 90 % des femmes sud-soudanaises ne savent ni lire, ni écrire.

Après plusieurs décennies de guerre et d'abandon, la mise en œuvre d'actions de développement par les donateurs et le GoSS s'avère évidemment très complexe. Des erreurs ont toutefois été commises, que la population du Sud-Soudan ne peut pas tolérer : le système d'aide mis en place dans la région présentait des failles qui ont entraîné d'importants retards de financement pour des projets répondant à des besoins urgents. Trop concentré sur les indicateurs formels du CPA et ne disposant pas des structures administratives essentielles, le GoSS a négligé en partie la question du développement.

Vers une année charnière

Les douze prochains mois sont décisifs. Lors de la signature du CPA, une période transitoire de six ans (de 2005 à 2011) a été définie, pendant laquelle un certain nombre de résultats clés devaient être atteints. Mais on enregistre des retards très conséquents dans leur réalisation et les signataires abordent cette dernière année avec plusieurs points de divergence. Deux événements phares (les élections nationales d'avril 2010 et le référendum de janvier 2011, qui permettra aux habitants du Sud-Soudan de se prononcer pour l'indépendance du Sud-Soudan ou pour son intégration dans un Soudan uni) pourraient bien renforcer l'instabilité si tous les acteurs ne sont pas bien préparés. Des désaccords subsistent sur plusieurs points clés, comme la démarcation de la frontière nord-sud riche en pétrole et le partage des richesses issues du pétrole et d'autres sources de revenu.

La population du Sud-Soudan a fait preuve d'une résilience extraordinaire pour traverser l'un des conflits les plus longs et les plus sanglants d'Afrique. Pour qu'elle croie en l'avenir et que la paix perdure, les acteurs internationaux doivent pourvoir à des besoins urgents en matière de sécurité, de développement et d'aide.

La complexité de la crise au Sud-Soudan requiert une approche multisectorielle qui doit intégrer les trois objectifs clés décrits ci-dessous (des recommandations plus détaillées sont présentées dans la conclusion).

1 Atténuer le conflit et protéger les civils

- Le gouvernement soudanais et le GoSS doivent collaborer, avec l'aide des garants du CPA, afin d'apporter des réponses aux principaux enjeux, et ce avant certains événements et dates charnières du CPA, en particulier le référendum de 2011 et ses suites.
- Avec le soutien de partenaires internationaux, le GoSS, au-delà du désarmement des civils, doit se concentrer sur le renforcement des capacités de l'armée et de la police à garantir efficacement la sécurité interne et à protéger la population civile.

- Le Conseil de sécurité des Nations Unies doit faire de la protection des civils une priorité de la MINUS et envisager la mobilisation de ressources supplémentaires, qui soient à la mesure des obligations de son mandat.
- La MINUS doit énoncer des directives claires, former l'ensemble de son personnel sur ses responsabilités en matière de protection et renforcer son implication auprès des communautés locales.
- Le Conseil de sécurité des Nations Unies doit poursuivre son implication sur le problème de la LRA et tout mettre en œuvre pour y apporter une réponse globale.

2 Renforcer la préparation et la réponse à apporter en situation d'urgence

- Les donateurs doivent accroître le financement des actions d'urgence au Sud-Soudan et s'assurer que les fonds sont directement à disposition des ONG, et pas seulement des agences des Nations Unies. Les Nations Unies, les donateurs et les ONG internationales doivent renforcer l'aide apportée aux ONG locales et aux structures religieuses, leurs membres étant parfois les seuls à pouvoir se rendre dans les communautés isolées.
- Le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (BCAH) doit disposer du personnel adéquat, coordonner une préparation solide aux situations d'urgence et promouvoir un meilleur accès aux zones insuffisamment desservies.
- Lorsque la situation le permet, les interventions d'urgence doivent favoriser le développement en recherchant des alternatives à la distribution de nourriture et aux autres interventions susceptibles de mettre en péril l'autonomie des communautés.

3 Accélérer la fourniture de services et le renfort des capacités du GoSS

- Avec le soutien des donateurs, le GoSS doit consolider sa responsabilité financière et mieux gérer ses principales ressources afin d'apporter des solutions de développement à la population du Sud-Soudan.
- Les donateurs doivent fournir un financement plus prévisible et à plus long terme, y compris pour les ONG, pour la fourniture de services (notamment en matière de santé, d'éducation et d'eau potable). L'objectif final est de transférer la fourniture de services à l'État, mais il convient de ne pas griller les étapes et de suivre un calendrier réaliste.
- Les donateurs doivent soutenir davantage le développement des infrastructures au Sud-Soudan en privilégiant la construction de routes et la remise en état des pistes d'atterrissage, y compris dans les zones reculées. Ainsi, les autorités et la MINUS pourront se rendre plus rapidement dans les régions instables.
- Les donateurs doivent intensifier et renforcer l'aide technique apportée à l'État en soutenant davantage les structures locales.

© Oxfam International, janvier 2010

Ce document d'information a été rédigé par Maya Mailer et Lydia Poole au nom d'Oxfam International, Christian Aid, Cordaid, Handicap International, Save the Children, ICCO & Kerk in Actie, International Rescue Committee (IRC), Secours Catholique/Caritas France, Tearfund et World Vision. Oxfam remercie l'État, les Nations Unies, les donateurs, les partenaires des ONG et de la société civile et les communautés, tant à Juba que sur le terrain, pour leur aide, les informations inestimables qu'ils ont communiquées et l'organisation des déplacements à travers tout le Sud-Soudan. Oxfam remercie également Kirsten Hagon, Verity Johnson, Olivia Kalis, Alun McDonald et Noah Gottschalk pour leur contribution et leur soutien dans la rédaction du présent document.

Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. La version intégrale peut être téléchargée depuis www.oxfam.org.

Note de l'auteur : il existe très peu de données fiables au Sud-Soudan. Malgré les efforts déployés par les auteurs pour valider toutes les statistiques énoncées dans le présent document, quelques imprécisions peuvent demeurer. Dans la mesure du possible, les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Ce document peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : publish@oxfam.org.uk

Pour toute information sur les questions soulevées dans ce document, veuillez envoyer un courrier électronique à : advocacy@oxfaminternational.org.

www.oxfam.org